

Le budget—M^{me} Mitchell

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. MacEachen: Que la Chambre approuve la politique budgétaire du gouvernement, ainsi que de l'amendement de M. Wilson (p. 12752).

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, au nom du Nouveau parti démocratique et à titre de critique en matière d'habitation, je me joins à la plupart des Canadiens pour déplorer vivement que le gouvernement fédéral dans son budget refuse de reconnaître que le Canada traverse une crise économique et de prendre des mesures concrètes surtout dans le domaine des taux d'intérêt et du chômage et qu'il manifeste une totale indifférence pour les graves conséquences sociales dont sont victimes les travailleurs, les enfants, les personnes âgées, les familles ordinaires et notamment les Canadiens défavorisés.

Avant d'aborder la question du logement, je voudrais tout d'abord me faire le porte-parole des enfants du Canada. Je voudrais consigner au compte rendu le fait que le budget ne tient nul compte des recommandations de la Commission pour l'année internationale de l'enfant et du comité permanent de la santé, du bien-être et des affaires sociales au sujet des besoins pressants des jeunes Canadiens. Le printemps passé, on a recommandé à la Chambre que le gouvernement fédéral prenne des mesures immédiates et fasse preuve d'initiative afin de venir en aide aux enfants pauvres et à leurs familles. Le ministre des Finances (M. MacEachen) n'a tenu aucun compte de cette recommandation urgente et très importante. Comme il n'en est pas question dans le budget, des millions d'enfants canadiens continueront à manquer de nourriture saine, de logements acceptables et des soins dont ils ont besoin. Beaucoup d'entre eux sont maltraités et malmenés parce que leurs parents ne peuvent tout simplement pas faire face aux pressions soutenues, à l'insécurité et au chômage qui, selon les prévisions budgétaires, continueront de sévir. Le sort réservé aux enfants autochtones est un scandale national. Le gouvernement continue à fermer les yeux sur des conditions que même les pays du tiers monde jugeraient intolérables.

Le ministre a dit que le budget mettait l'accent sur l'équité. Si le député de Broadview-Greenwood (M. Rae) était présent, il dirait que c'est là un autre «MacEachenisme», une demi-vérité. Je demande au ministre des Finances s'il est équitable, moral ou même financièrement possible de négliger ainsi les enfants du Canada. Le budget aurait dû proposer une réforme radicale du crédit d'impôt pour enfant afin qu'on fasse le premier pas vers un régime acceptable de revenu garanti. La hausse de \$3 par mois accordée aux familles les plus pauvres, que le ministre présente comme une réforme du régime du crédit d'impôt au titre des enfants, ne suffira même pas à payer les couches des bébés.

Les hommes et les femmes à faibles revenus qui restent à la maison pour s'occuper de jeunes enfants, notamment les parents célibataires, subissent une perte de revenus considéra-

ble au moment où ils en ont le plus grand besoin. Nous croyons qu'ils devraient bénéficier de crédits d'impôt plus importants et toucher des prestations plus élevées du régime de pension du Canada. En outre, le budget devrait permettre aux parents qui travaillent de déduire de leur revenu les frais de garderie. Il faudrait augmenter sensiblement l'aide fédérale afin de doter toutes les localités du pays de garderies bien tenues. Il s'agirait certes d'un excellent investissement dans les générations futures. Les ressources humaines sont-elles moins importantes que le pétrole, le gaz et la défense nationale? Nous allons payer les conséquences sociales de cette négligence. Il en coûtera beaucoup plus cher que n'aurait coûté une mesure de prévention sous forme d'une disposition du budget.

A titre de critique du NPD en matière de logement, je vais insister sur les incidences du budget quant à la grave crise du logement qui sévit au Canada. Pour me préparer à étudier ce document, j'ai noté plusieurs questions concernant les inquiétudes des Canadiens au sujet du logement. Voyons quelles réponses ont été faites. Premièrement, allait-on aider les propriétaires qui doivent renouveler leur hypothèque? Nous savons maintenant que le gouvernement ne leur a offert que des miettes, et encore sont-elles empoisonnées.

Deuxièmement, allait-on aider les locataires? Le budget ne prévoit rien pour eux—pas d'allocation de logement ni d'augmentation du nombre de logements sociaux, à peu près les seuls dont le loyer est abordable.

Troisièmement, le budget allait-il stimuler la construction d'immeubles locatifs? Nous savons que les IRLM sont éliminés, Dieu merci, et que le gouvernement a offert des prêts sans intérêt de \$7,500 pour environ 15,000 unités de logement au cours des deux prochaines années.

Quatrièmement, allait-on grossir la caisse du PAREL pour la rénovation et la réparation des maisons? Non, rien n'a été prévu.

Cinquièmement, le gouvernement allait-il aider les victimes de l'isolation à la mousse d'urée-formaldéhyde? Il a des obligations à cet égard, étant donné qu'il a parrainé un programme favorisant l'emploi de cette mousse nocive. Aucune aide n'a été accordée à ces personnes.

Sixièmement, le budget de la SCHL allait-il augmenter, ne serait-ce que pour rattraper son niveau de 1976? Non, il n'a pas augmenté.

Septièmement, allait-on abaisser les taux d'intérêt, surtout les taux d'intérêt hypothécaires, la principale cause du désastre immobilier? Bien sûr que non.

Huitièmement, l'impôt sur les profits bancaires excessifs et l'augmentation de l'impôt sur les gains en capital? Bien sûr, il n'y a pas d'impôt sur les profits bancaires et l'impôt sur les gains en capital reste le même.

Neuvièmement, allait-on rétablir le programme de subventions communautaires pour les banques de terrains absolument indispensables pour construire des logements à un prix abordable? C'est une question que les municipalités ont prise vraiment à cœur depuis un an. Encore une fois, rien du tout. Le budget prévoit seulement un montant symbolique pour la construction de logements locatifs; c'est tout ce qu'il contient de positif. Il ne fait rien pour régler la crise du logement.